

SOLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERÊT

Nom de l'acheteur : Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED)

Objet du marché : Recrutement d'une firme pour la mise en place de la plateforme de gestion des connaissances de ACED.

Référence : **SMI No : 01/ACED/ACBF/2026**

1. La présente sollicitation à manifestations d'intérêt fait suite au Plan de Passation des Marchés (PPM) qui a reçu la validation de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF).
2. Le Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) a reçu un financement de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF) pour financer le programme Strengthening African Leadership for Climate Change Adaptation (SALCA). Il envisage utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer des paiements au titre du marché relatif au « recrutement d'une firme pour la mise en place de la plateforme de gestion des connaissances de ACED ».
3. La prestation à fournir par le consultant sans être exhaustif est de concevoir, développer et déployer une plateforme de gestion des connaissances (ACED Knowledge Hub) alignée sur la Stratégie de gestion des connaissances 2025-2030 d'ACED, et assurer le transfert de compétences nécessaire pour son appropriation par les équipes.

Les Termes de Références contenant le mandat détaillé est joint à la présente sollicitation à manifestation d'intérêt (**la firme est donc invitée à prendre connaissance de son contenu**).

4. La mission est prévue pour s'étaler sur une période de **trois (03) mois** à compter de la signature du contrat. La firme produira à la fin de sa mission les livrables ci-après :
 - **Rapport de démarrage** ;
 - **Cahier des charges fonctionnel et technique de la plateforme** ;
 - **Plateforme développée et configurée (version pilote puis version finale)** ;
 - **Guides et supports de formation** ;
 - **Rapport final de mission**.
5. Le Centre Africain pour le Développement Equitable (ACED) invite les firmes à manifester leur intérêt pour les prestations décrites ci-dessus. Ces firmes doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications et les expériences pertinentes requises pour exécuter la mission.

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de manifestation d'intérêt rédigée en langue française adressée au Directeur Exécutif de ACED et précisant la mission ;
- Une présentation de la firme mettant en exergue, le domaine d'expertise, années d'expérience, principaux clients ;

Proposition technique (maximum 10 pages) comprenant :

- la compréhension des présents TdR ;
- la méthodologie proposée ;
- le calendrier détaillé ;
- l'organisation de l'équipe et les rôles ;
- les principaux risques anticipés et les mesures d'atténuation ;
- Les **CVs des membres clés de l'équipe** (maximum 3 pages par CV) qui seront impliqués dans la mission, soulignant leurs expériences pertinentes ;
- Les copies des diplômes et autres attestations en lien avec la présente mission ;
- Preuves de réalisation d'au moins trois (3) projets similaires ou attestations de bonne fin d'exécution réalisés au cours des cinq (5) dernières années, avec une brève description et les coordonnées des clients ;
- Toutes les annexes administratives et déclarations dûment remplies et signées (Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7) conformément au TDRs ; et
- **Une proposition financière détaillée**, exprimée en Francs CFA Hors Taxes (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC), incluant (les honoraires par profil ; les éventuels frais liés aux missions (déplacements, ateliers, etc.) et les hypothèses retenues), suivant le modèle en Annexe 8.

6. Les critères d'évaluation des offres sont les suivants :

Les propositions seront évaluées sur la base de la qualité de la proposition technique (y compris les qualifications de la structure) et de la proposition financière.

L'évaluation des offres se déroulera en trois phases successives.

Phase 1 : Vérification de la conformité

Le comité d'évaluation vérifiera la recevabilité de chaque offre sur la base des critères ci-dessous.

Tableau d'Évaluation : Critères de conformité

Critère de conformité	Type de critère	Oui	Non
1. Soumission dans les délais : Le dossier a été reçu avant la date et l'heure limites.	Éliminatoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Critère de conformité	Type de critère	Oui	Non
2. Dossier complet : Toutes les pièces administratives demandées sont jointes (statuts, IFU, registre de commerce, etc.)	Correctible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Conformité du soumissionnaire : Le soumissionnaire est une entreprise légalement constituée (cabinet de conseil, société de services numériques, etc.) avec au moins 3 ans d'expérience dans la conception et le déploiement de plateformes de gestion des connaissances, d'intranets ou de systèmes d'information documentaires.	Éliminatoire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4.Toutes les annexes administratives et déclarations dûment remplies et signées (Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8)	Correctible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision du comité	Seuls les offres ayant récolté au moins 2 « oui » accèdent à la phase 2		

Phase 2 : Critères d'évaluation technique (100 points)

L'évaluation technique sera réalisée suivant la grille définie dans le tableau ci-après.

Tableau : Grille d'évaluation des offres

Critères d'évaluation	Points	Observations
Expérience de la firme en conception et déploiement de plateformes de gestion des connaissances / intranets (nombre et pertinence des références)	25	
Expertise démontrée sur Microsoft 365 / SharePoint Online / outils similaires (projets réalisés, certifications éventuelles)	20	
Compréhension de la mission et qualité de la méthodologie proposée (approche, participation, gestion des risques, calendrier)	25	
Qualité et complémentarité de l'équipe proposée (profils, expériences, rôles)	20	
Expérience spécifique avec des organisations de développement / ONG / think tanks et qualité des références	10	
<i>Seules les offres ayant obtenu un minimum de 70 points sur 100 à l'évaluation technique seront admises à la phase 3 (Evaluation financière)</i>		

Phase 3 : Évaluation financière

Lors de l'évaluation financière, l'offre financière la plus économique présentée par le consultant techniquement conforme sera prise en considération.

Le soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sera convié à la négociation du marché.

NB: En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires en seront informés.

7. Les offres devront être remises à l'adresse mentionnée dans le dossier de manifestations d'intérêt au plus tard le **lundi 19 janvier 2026 à 10 heures 00 minute (heure locale)**.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des firmes qui souhaitent y assister, le **lundi 19 janvier 2026 à 11 heures 00 minute (heure locale)**.

8. Les firmes sont invités à transmettre leur offre par voie électronique, sous la forme d'un fichier unique au format PDF, aux adresses électroniques suivantes : acquisitions@acedafrica.org et f.houessou@acedafrica.org et en copie l.todome@acedafrica.org ; et g/ayivodji@acedafrica.org, portant la mention « SMI N°01/ACED/ACBF/2026 - Plateforme de gestion des connaissances de ACED ».
9. Des informations complémentaires peuvent être obtenues à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau, du lundi au vendredi, de 8 H 00 à 12 H 30 et de 14 H 00 à 17 H 30.

Fait à Abomey-Calavi, le 05 janvier 2026

Dr Fréjus Thoto

Directeur Exécutif

PJ : TDRs

« Recrutement d'une firme pour la mise en place de la plateforme de gestion des connaissances de ACED »

**TERMES DE REFERENCES
SMI N°01/ACED/ACBF/2026**

Contexte

Le Centre Africain pour le Développement Équitable (ACED) est un *think-and-do tank* à but non lucratif qui œuvre en Afrique francophone pour que les connaissances éclairent réellement les politiques publiques et les pratiques de développement. L'organisation agit sur le fossé persistant entre la production de connaissances et leur utilisation en renforçant trois dimensions clés des systèmes décisionnels : la pertinence des connaissances, leur accessibilité et leur intégration dans l'action publique. À travers son modèle d'intervention, ACED accompagne les décideurs, praticiens et partenaires du développement afin qu'ils puissent relever les défis de développement grâce à des décisions mieux informées par des données probantes. L'organisation veille à ce que les connaissances soient alignées sur les priorités, accessibles dans des formats adaptés et intégrées dans la conception et la mise en œuvre des politiques. En se concentrant sur les emplois décents, l'égalité de genre et le bien-être, ACED transforme les connaissances en solutions concrètes améliorant les conditions de vie.

Dans un environnement caractérisé par la complexité des défis du développement, la capacité à capturer, organiser, structurer et partager efficacement les connaissances est devenue un levier central de performance institutionnelle, de crédibilité et d'influence. ACED dispose déjà d'un important capital de connaissances – politiques internes, résultats de projets, leçons apprises, publications, ressources multimédias, expertise de ses collaborateurs – mais ce patrimoine demeure dispersé et inégalement accessible. Pour renforcer son efficacité opérationnelle et soutenir son évolution stratégique, l'organisation s'est dotée en 2025 d'une Stratégie de Gestion des Connaissances 2025–2030, qui définit une feuille de route claire autour de trois axes : capture, stockage et partage.

Ce chantier majeur s'inscrit dans le cadre du programme *Strengthening African Leadership for Climate Change Adaptation* (SALCA) mis en œuvre par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF). ACED est en effet l'une des quatre institutions d'Afrique subsaharienne sélectionnées pour bénéficier de ce programme conçu pour renforcer la performance des organisations engagées dans l'adaptation au changement climatique. Le programme SALCA vise à améliorer l'efficacité, la pertinence, la durabilité et la culture organisationnelle des institutions bénéficiaires, afin qu'elles puissent jouer un rôle de premier plan dans un écosystème continental de résilience climatique.

À la suite d'un diagnostic organisationnel, ACED, en collaboration avec ACBF, a entrepris l'élaboration d'une Stratégie de gestion des connaissances et de capitalisation des expériences, désormais finalisée pour la période 2025–2030. La mise en œuvre de cette stratégie nécessite la création d'une plateforme de gestion des connaissances (ACED Knowledge Hub), conçue comme une plateforme moderne, structuré et intégré, permettant un accès rapide, sécurisé et intuitif à l'ensemble du capital informationnel de l'organisation.

C'est dans ce contexte stratégique et institutionnel qu'ACED lance le présent recrutement d'une firme spécialisée, afin de concevoir, développer et déployer la plateforme de gestion des connaissances qui constituera l'infrastructure centrale de la stratégie KM 2025–2030 et un levier essentiel du renforcement organisationnel appuyé par le programme SALCA.

1. Objectifs de la mission

1.1. Objectif général

Concevoir, développer et déployer une **plateforme de gestion des connaissances** (ACED Knowledge Hub) alignée sur la Stratégie de gestion des connaissances 2025–2030 d'ACED, et assurer le transfert de compétences nécessaire pour son appropriation par les équipes.

1.2. Objectifs spécifiques

La mission poursuivra les objectifs spécifiques suivants :

- **Traduire la stratégie KM en architecture fonctionnelle et technique** sous forme d'intranet / hub de connaissances structuré, basé principalement sur l'écosystème Microsoft 365.
- **Concevoir et développer la plateforme** (structures, bibliothèques, workflows, interfaces) pour soutenir la capture, le stockage et le partage des connaissances selon les domaines définis par la stratégie.
- **Mettre en place les mécanismes d'intégration et d'automatisation** (workflows, formulaires, synchronisations) pour relier la plateforme aux processus internes (projets, RH, finances, communication, etc.).
- **Accompagner le déploiement, la formation et l'appropriation** de la plateforme par les équipes d'ACED.
- **Proposer des recommandations d'amélioration continue** pour l'évolution de la plateforme et son intégration future au hub digital / ERP d'ACED.

2. Portée des travaux (Scope of Work)

La mission de la firme couvrira, sans s'y limiter, les éléments suivants :

a. Analyse détaillée des besoins et cadrage fonctionnel

- Revue de la Stratégie de gestion des connaissances 2025–2030 et de la note de diagnostic KM.
- Analyse des besoins par domaine de connaissance (politiques, capitalisation de projets, consultances, suivis, médias, risques, etc.).
- Revue des outils et environnements actuels (Microsoft 365, SharePoint existant, Teams, OneDrive, QuickBooks, autres outils internes).
- Entretiens ciblés avec les services clés (Bureau du DE, Recherche, Gestion de projet, Admin & Finances, Communication, RH, IT).
- Élaboration d'un cahier des charges fonctionnel détaillé de la plateforme (use cases, profils utilisateurs, parcours types, besoins de reporting, etc.).

b. Conception de l'architecture fonctionnelle et technique de la plateforme

- Proposition d'une architecture d'information (arborescence, bibliothèques, métadonnées, taxonomies) alignée avec les groupes de connaissances de la stratégie.
- Définition du modèle de gouvernance documentaire (droits d'accès, rôles, gestion des versions, validation).
- Spécification des workflows clés : clôture de projet/consultance, gestion des absences/missions, dépôt de publications, gestion de la médiathèque, registre des risques, etc.
- Proposition d'un design d'intranet (pages, menus, navigation, tableaux de bord, moteur de recherche) centré sur l'expérience utilisateur.

c. Développement et configuration de la plateforme

- Configuration de l'intranet / Knowledge Hub sur Microsoft 365 (SharePoint Online principalement) ou autre solution validée avec ACED.
- Mise en place des bibliothèques, listes, pages, métadonnées, vues et filtres nécessaires.
- Paramétrage des workflows d'automatisation (Power Automate ou équivalent) pour la capture et le routage de l'information.
- Intégration, dans la mesure du possible, avec les outils existants (Teams, OneDrive, QuickBooks, outils de suivi de projets).
- Mise en place d'un moteur de recherche interne optimisé (mots-clés, filtres par domaine, type de document, projet, etc.).

d. Phase pilote, tests et ajustements

- Déploiement d'une version pilote de la plateforme sur un périmètre restreint (ex. 2–3 domaines de connaissances et 1–2 services pilotes).
- Tests fonctionnels et techniques (performance, droits d'accès, recherche, workflows).
- Collecte des retours des utilisateurs pilotes, identification des améliorations nécessaires.
- Ajustements et stabilisation de la plateforme avant déploiement général.

e. Déploiement, formation et accompagnement

- Déploiement de la plateforme à l'échelle de l'organisation.
- Développement et mise à disposition de guides utilisateurs et administrateurs (manuels, tutoriels, FAQ).
- Organisation de sessions de formation ciblées :
 - Administrateurs / IT ;
 - "KM champions" par service ;
 - Utilisateurs finaux (staff).
- Accompagnement rapproché sur une période convenue (support, corrections, ajustements mineurs).

f. Recommandations stratégiques et rapport final

- Recommandations pour l'évolution de la plateforme (intégration future à l'ERP, options d'IA pour la recherche, reporting avancé).
- Recommandations pour l'organisation interne (gouvernance, ressources nécessaires, plan de maintenance et d'amélioration continue).
- Production d'un rapport final résumant la démarche, les choix techniques et fonctionnels, les résultats et les recommandations.

3. Méthodologie

La firme proposera une méthodologie claire et participative, incluant au minimum :

- Revue documentaire (stratégie KM, diagnostic, politiques internes, architecture Microsoft 365 existante, etc.) ;
- Entretiens et ateliers de co-conception avec les parties prenantes internes (direction, chefs de services, utilisateurs clés) ;
- Approche itérative : conception → prototype → tests → ajustements → déploiement ;
- Implication d'ACED aux étapes clés de validation (architecture, maquettes, workflows, phase pilote) ;
- Modalités de travail à distance et en présentiel (selon besoins) ;
- Plan de gestion des risques (techniques, organisationnels, de calendrier).

La proposition technique devra détailler la méthodologie envisagée, y compris :

- la composition de l'équipe,
- les outils utilisés,
- le calendrier détaillé,
- la répartition des tâches entre la firme et ACED.

4. Livrables attendus et calendrier indicatif

La firme devra fournir au minimum les livrables suivants :

- a. Rapport de démarrage / rapport de démarrage
 - Compréhension de la mission, analyse des besoins, méthodologie détaillée, calendrier de travail.
- b. Cahier des charges fonctionnel et technique de la plateforme
 - Architecture d'information, profils utilisateurs, workflows, exigences techniques.
 - Maquettes et prototypes de la plateforme (page d'accueil intranet, bibliothèques, tableaux de bord, moteur de recherche).
- c. Plateforme développée et configurée (version pilote puis version finale)
 - Intranet / Knowledge Hub opérationnel, avec workflows principaux en place.
- d. Guides et supports de formation
 - Guides utilisateurs, guides administrateurs, supports de formation (présentations, tutoriels).
- e. Rapport final de mission

- Description du système mis en place, tests réalisés, résultats, difficultés rencontrées, recommandations pour la suite.

Tableau 1. Calendrier indicatif de livraison des produits

N°	Livrable	Échéance indicative*
1	Réunion de cadrage et rapport de démarrage	T0 + 7 jours
2	Cahier des charges fonctionnel et technique	T0 + 14 jours
3	Maquettes et version pilote de la plateforme	T0 + 30 jours
4	Version finale de la plateforme et déploiement organisationnel	T0 + 60 jours
5	Formations des équipes et mise à disposition des guides	T0 + 80 jours
6	Rapport final et recommandations	T0 + 90 jours

*T0 = date de signature du contrat. Les dates définitives seront précisées d'un commun accord entre ACED et la firme sélectionnée.

5. Profil et qualifications de la firme

Le soumissionnaire devra répondre au profil suivant :

- Être une entreprise légalement constituée (cabinet de conseil, société de services numériques, etc.) avec au moins 3 ans d'expérience dans la conception et le déploiement de plateformes de gestion des connaissances, d'intranets ou de systèmes d'information documentaires.
- Disposer d'une expérience avérée sur Microsoft 365, en particulier SharePoint Online, Teams, OneDrive et Power Automate (ou solutions équivalentes de gestion documentaire et de workflows).
- Avoir une expérience significative avec des organisations de développement, ONG, think tanks, institutions de recherche ou organisations similaires (au moins 3 projets comparables).
- Présenter une équipe pluridisciplinaire comprenant à minima :
 - un(e) chef(fe) de projet senior ;
 - un(e) expert(e) en gestion des connaissances / gouvernance documentaire ;
 - un(e) architecte / développeur(se) Microsoft 365 (ou plateforme retenue) ;
 - un(e) spécialiste UX/UI ou expérience utilisateur ;
- Faire preuve d'une capacité démontrée à conduire des projets de transformation digitale dans des contextes similaires (références vérifiables).
- Disposer de solides compétences en animation participative (ateliers, co-design) et en accompagnement du changement.
- Excellentes capacités de rédaction et de communication en français ; la maîtrise de l'anglais sera un atout.

6. Durée de la mission

La durée prévisionnelle de la mission est de trois (03) mois, à compter de la date de signature du contrat, incluant les phases de cadrage, conception, développement, pilote, déploiement, formation et finalisation du rapport.

7. Dispositions pratiques

La firme sélectionnée travaillera en étroite collaboration avec l'équipe d'ACED, notamment le Bureau du Directeur exécutif, le Service IT & Communication, la Gestion de projet, la Recherche et l'Administration & Finances.

- La firme pourra travailler à distance, avec des missions en présentiel à Cotonou (Bénin) si nécessaire, selon un calendrier validé conjointement.
- ACED mettra à disposition les documents et informations nécessaires liés à la stratégie KM, au diagnostic et aux outils existants.
- La firme devra disposer de son propre équipement (ordinateurs, connexions internet, logiciels) pour réaliser la mission.

Les modalités détaillées de collaboration (réunions, validation des étapes, modalités de facturation, livrables intermédiaires) seront précisées dans le contrat.

8. Langue de travail

La langue de travail pour cette mission est le français.

Tous les livrables (rapports, documents techniques, guides, supports de formation, interface principale de la plateforme) devront être fournis en français.

9. Processus de soumission

Les firmes intéressées et éligibles sont invitées à soumettre un dossier complet comprenant :

- **Lettre de motivation** de la firme expliquant l'intérêt pour la mission et la compréhension des enjeux.
- **Proposition technique** (maximum 10 pages) comprenant :
 - a. la compréhension des présents TdR ;
 - b. la méthodologie proposée ;
 - c. le calendrier détaillé ;
 - d. l'organisation de l'équipe et les rôles ;
 - e. les principaux risques anticipés et les mesures d'atténuation.
- **Profil de la firme** (présentation, domaines d'expertise, années d'expérience, principaux clients).
- **CVs des membres clés de l'équipe** (maximum 3 pages par CV).
- **Références pertinentes** : au moins trois (3) projets similaires réalisés au cours des cinq (5) dernières années, avec une brève description et les coordonnées des clients.
- **Proposition financière détaillée**, en francs CFA, incluant :

1. les honoraires par profil ;
2. les éventuels frais liés aux missions (déplacements, ateliers, etc.) ;
3. les hypothèses retenues.

Annexe 1 : Conditions générales

En soumettant une offre, le soumissionnaire accepte sans aucune restriction la totalité des conditions de ce cahier des charges comme étant la seule base de cette procédure de passation de marché, quelles que soient ses propres conditions, auxquelles il renonce par la présente.

La soumission d'une offre ne contenant pas toutes les informations et documents demandés avant la date limite indiquée sera rejetée.

➤ Conditions économiques

La facturation se fera sur la base d'un Contrat émis par ACED et signé par les deux parties sur la base soit des prix indiqués dans l'offre de la firme, soit de la négociation qui se fera après notification de sélection à la firme.

Les prix validés seront fermes et non révisables.

➤ Adresses de réalisation du marché

L'adresse définitive de réalisation du marché sera à indiquer sur le contrat.

➤ Critères d'exclusion

Les candidats ou soumissionnaires ne devront répondre à aucun des cas suivants :

- Faire l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle.
- Avoir commis une faute professionnelle grave constatée par tout moyen que le pouvoir adjudicateur peut justifier.
- Avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale.
- Suite à la procédure de passation d'un autre marché ou de la procédure d'octroi d'une subvention, avoir été déclaré en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles.

Les marchés ne pourront être attribués aux candidats ou aux soumissionnaires qui, pendant la procédure de passation de marchés :

- Se trouvent en situation de conflit d'intérêt ;
- Se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par l'organisation pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements.

En retournant les présentes instructions de participation paraphées et signées, les soumissionnaires affirment qu'ils ne sont pas dans une ou plusieurs des situations mentionnées ci-dessus et consentent à faire parvenir à ACED, dans les sept (7) jours calendaires suivant la réception de la requête de ACED, tout document additionnel que ACED jugera nécessaire pour assurer ses vérifications.

➤ **Sous-traitance**

Dans le cas où les termes de référence n'interdisent pas la sous-traitance, le consultant, s'il fait appel à des sous-traitants, s'engage à :

- Lui communiquer la liste des prestations ou des services qu'il envisage de sous-traiter
- Obtenir son accord formel sur le choix des sous-traitants pressentis
- Obtenir son agrément sur les conditions de paiement de ces sous-traitants
- Lui communiquer les contrats avec les sous-traitants sur simple demande

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du candidat]*

En date du _____ *[Insérer la date de signature]*

Annexe 2 : Formulaire de candidature

Détails entreprise et informations générales			
Nom de la société			
Type de société (SA, SARL, association...)			
Année de création			
Lieu de création			
N° Identifiant Fiscal Unique (IFU) (si applicable)			
N° Registre du commerce et du crédit immobilier (RCCM) ou de toute autre preuve d'existence légale			
Téléphone			
Adresse			
Adresse administrative (<i>si différente</i>)			
Nom des contacts			
Fonction	Nom	Téléphone	Email
Domaines d'activité			
Principaux domaines d'activité (3 au maximum)			
1-			
2-			
3-			
Documents administratifs			
Document	Obligatoire à la soumission (Oui/Non)	Soumis (Oui/Non)	
Un formulaire de candidature dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 3)	Oui		

Une copie certifiée conforme du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou de toute autre preuve d'existence légale	Oui	
Une copie certifiée conforme du certificat d'immatriculation (IFU) ou de toute autre preuve d'immatriculation au niveau des autorités fiscales	Oui	
Une copie certifiée conforme de la pièce d'identité ou du passeport du responsable de l'entreprise	Oui	
Le Relevé d'Identité Bancaire (RIB) de l'entreprise	Oui	
Attestation de régularité fiscale	Non	
Attestation de non-faillite	Non	
Attestation CNSS	Non	
Le formulaire de déclaration de situation d'exclusion dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 4)	Oui	
Le formulaire de déclaration du respect des normes éthiques dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 5)	Oui	
Attestation de disponibilité (Annexe 6)	Oui	
Formulaire sur la responsabilité environnementale et sociale dûment renseigné, cacheté et signé (Annexe 7)	Oui	

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du candidat]*

En date du _____ *[Insérer la date de signature]*

Annexe 3 : Fiche de collecte d'informations pour personne individuelle

DONNEES PERSONNELLES		OBS
NOM		Prière joindre au fichier une copie de votre pièce d'identité en cours de validité
Prénom (s)		
Adresse actuelle		
Contacts téléphoniques		
Adresse email		
PERSONNES A CONTACTER (Au moins deux)		
Nom		
Prénom (s)		
Contacts téléphoniques		
Lien de parenté		
INFORMATIONS BANCAIRES		
Titulaire du compte		Prière joindre une copie du relevé d'identité bancaire
Nom de la banque		
Numéro de compte		

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre]*

En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Ayant pouvoir à signer l'offre pour et au nom de *[insérer le nom complet du candidat]*

En date du _____ *[Insérer la date de signature]*

Annexe 4 : Déclaration de situation d'exclusion

Déclaration attestant que l'on ne se trouve pas dans l'une des situations d'exclusion pour la participation aux appels d'offre pour la fourniture de biens ou de services

Je soussigné(e) / :

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation :

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax :

E-mail :

Déclare ne pas me trouver dans une des situations décrites ci-dessous, qui sont des causes d'exclusion pour la participation aux appels d'offres pour la fourniture de biens ou de services

- Être dans une situation de faillite, avoir ses propres biens séquestrés par les tribunaux, être en procès contre ses créateurs, avoir ses activités commerciales suspendues, ou être sujet à des procédures judiciaires inhérentes à ces questions.
- Avoir été déclaré coupable d'un délit ayant trait à ma conduite professionnelle.
- Avoir été jugé coupable pour une négligence professionnelle grave.
- Ne pas avoir respecté toutes les obligations concernant le paiement des cotisations sociales ou des autres taxes prévues par la loi en vigueur dans le pays concerné par la prestation ou l'achat
- Avoir été condamné pour fraude, corruption, implication dans des organisations criminelles.
- Avoir enfreint les conditions et les obligations contractuelles au cours de procédures précédentes d'achat.
- Être sujet à un conflit d'intérêt.

Je déclare être pleinement conscient que, en cas de falsification de la déclaration concernant les informations requises pour pouvoir participer à la manifestations d'intérêt , ou de refus de fournir de telles informations, mon entreprise/société/organisation se verrait exclue de la manifestations d'intérêt .

Je déclare enfin être également conscient que, si ma société devait se trouver dans une des situations d'exclusion mentionnées ci-dessus, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 5 : Déclaration du respect des normes éthiques

Déclaration du fournisseur attestant du respect des standards éthiques

Je soussigné(e)/

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Déclare que la société que je dirige n'a pas été condamnée ni se trouve actuellement sous enquête pour des activités illicites tels que :

- Production et commercialisation d'armes;
- Activités qui ont un impact négatif grave sur les personnes ou sur l'environnement ;
- Exploitation du travail mineur (des enfants de moins de 15 ans) ;
- Violation des droits de la personne ;
- Violation des droits des travailleuses et des travailleurs ;
- Expérimentations scientifiques sur des sujets faibles ou non protégés, humains ou animaux ;
- Exclusion/marginalisation des personnes handicapées, minorités et de catégories entières de la population ;
- Complicité directe avec des régimes qui sont connus pour ne pas respecter les droits de l'homme et/ou qui sont gravement impliqués dans la destruction de l'environnement ;
- Pornographie, commerce du sexe et pédophilie ;
- Jeu(x) de hasard.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 6 : Attestation de disponibilité

ATTESTATION DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné, (*Nom du consultant/responsable*), atteste par la présente que je prends l'engagement d'exécuter la prestation intitulée "... si je suis retenu (e) à la suite de l'évaluation. Je confirme que tous les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires seront déployés pour garantir la réalisation efficace et dans les délais du marché susmentionné. Je m'engage à respecter toutes les conditions, spécifications et exigences stipulées dans le cahier des charges et à collaborer étroitement avec toutes les parties prenantes pour assurer la réussite du projet.

Lieu et Date

Signature

Nom, prénom(s) et Titre du signataire

Annexe 7 : Attestation de respect des normes environnementales et sociétales

Responsabilité environnementale et sociale

Je soussigné(e)/

Directeur/trice de l'entreprise/société/organisation

Située : adresse :

Pays :

Tel. /Fax.....

Email.....

Afin de promouvoir un développement durable, ACED souhaite s'assurer du respect des normes environnementales et sociales internationalement reconnues. A cet effet, les candidats doivent s'engager, sur la base de la déclaration du respect des standard éthiques à :

- i.Respecter et faire respecter par l'ensemble de leurs Sous-traitants, en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet, les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.
- ii.Mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître de l'Ouvrage délégué.

Je déclare également être pleinement conscient que, si la déclaration présente s'avérait fausse, ACED aurait la faculté d'interrompre, sans aucun préavis et unilatéralement, le contrat stipulé avec mon entreprise/société/organisation.

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)

Annexe 8 : Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social

Intitulé de la manifestations d'intérêt : _____ (le "Marché")

A : _____ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.

2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.3) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.5) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;

2.7) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr2> ;

2.8) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.

3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;

3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

ii. avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;

iii. être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial 3.

5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.

6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom :

En tant que :

Signature :

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

Annexe 9 : Modèle de présentation de l'offre financière

N° D'ordre	Désignation /	Quantité	Unité	Prix Unitaire FCFA (Hors Taxes)	Montant Total (Hors Taxes)
Total général				-	
Montant Taxe (Préciser la taxe)				-	
Montant TTC				-	

Montant total en lettres :

Certification de l'offre financière (par une personne habilitée au sein du Cabinet)

Lu et approuvé :

Nom et Prénom (s) :

Titre :

Ville, Pays :

Date :

Signature (et cachet)